

Témoignage d'un Administrateur de la France d'outre-mer en pays "Lobi" Haute-Volta (Burkina Faso) entre 1953 et 57.

Par Marcel Dolmaire (Dejean)

S'agissant de "témoignage", il convient au préalable de rappeler trois précautions à prendre pour apprécier après coup ce type de contribution à l'histoire :

- La première est que la qualité d'un témoignage tient d'abord à la qualité du témoin.
- La seconde, que la qualité d'un témoignage tient également à la possibilité de se référer à des documents d'époque qui permettent de contrôler la mémoire, laquelle déforme, oublie, transforme.
- La troisième est que le témoignage, pour être vrai, doit s'en tenir à l'expérience et aux connaissances de l'époque des faits, sans transpositions fausses au contexte actuel.

1. Qualité du témoin :

Marcel DOLMAIRE né le 21 mars 1925 (Trêves), fils d'officier sorti du rang.
 Réfugié de Strasbourg en 1939 à Mirecourt (Vosges) - 1941 Crée une troupe scout clandestine.
 Diffuseur de Témoignage chrétien - 1944 Baccalauréat mathématiques, puis Maquis, Déportation à Dachau, Auschwitz, Gross-Rosen, Flossenbürg, où il retrouve la liberté en 1945.
 1946 Préparation "Colo" à Nancy - Reçu 6 ème à l'Ecole Nationale (d'Administration) de la France d'Outre-mer en 1948
 1950 Accompagne le professeur G.Stresser-Péan chez les Indiens Huastèques au Mexique, puis est affecté au Cabinet du gouverneur de la Haute-Volta.
 1953 Chef de la Subdivision centrale de Gaoua (Sous Préfet), en 1955 Chef des Subdivisions de Batié et de Kampti en Haute Volta
 1958 Chef de la Subdivision centrale de Zinder (Niger), 1959 Commandant de Cercle (Préfet), puis Directeur de l'Education populaire du Niger, mais renonce à cause de l'incompréhension des enseignants français.
 1960 Ministère de la Coopération : Chargé de mission pour le Bénin et le Togo, puis le Tchad et la République Centrafricaine,(supervision des plans de développement avec des aides)
 1961 Guadeloupe: Directeur de la Société d'Assistance technique et de Crédit (SATEC) ; Développement rural, artisanal et de petites industries
 1966 SATEC Paris pour toute l'Afrique depuis Alger, et Madagascar.
 1970 Rio, Ambassade de France, Chargé de la Coopération scientifique et technique
 1972 Kinshasa (Zaire). Chef de la Mission française de Coopération
 1976 Paris, Secrétaire général de l'Office français de coopération pour les chemins de fer et les matériels d'équipement.
 1985 Départ à la retraite.

Travaux divers : Mémoires de fin d'études sur la lutherie à Mirecourt (120p-1950), puis l'Education de base chez les Indiens Huastèques (130p-1951) - Programme d'action sur les hommes à titre expérimental dans le canton de Tobo ; Haute-Volta (20p-1955) - Projet d'Education populaire dans le Cercle de Zinder au Niger (1959) ; Mise en valeur de l'Est tchadien (140p-1960) ; Mise en valeur de la Côte sous le vent en Guadeloupe (135p-1963) - L'Economie du Zaïre après la "zaïrianisation" de 1973 puis la "radicalisation" de 1976 (4 pages pour "Marchés tropicaux") - "Avoir 20 ans dans les camps nazis" récit de déportation (200p), publié en 2005 chez Mémoires d'Hommes, - 9 rue Chabanais 75002- "Si la vie avait un sens!" (1996), publié en 2003 chez Michel de Maule. (384 pages non serrées) Tous les deux sous son nom de déporté Marcel Dejean.

2. Documents en sa possession :

A défaut des "journaux de poste" tenus régulièrement à Gaoua, Batié et Kampti, je possède une copie du rapport dit "politique" de 1956 pour Batié, un projet d'"Action sur les hommes" fait également à Batié en 1956, les premières cartes IGN sorties à cette époque, mais sans toponymie complète, des circulaires des gouverneurs etc... ce qui permet d'accepter de témoigner sans trop de risques d'erreurs.

3. Les connaissances et l'ambiance de l'époque.

A partir de 1946, les rapports avec les territoires et les habitants de ceux-ci étaient régis par la Constitution de 1946 qui inventait l'Union Française et créait en même temps une citoyenneté particulière, supprimait "l'indigénat" en matière de justice, supprimait le travail forcé, instituait à Paris une Assemblée de l'Union Française

avec des élus, permettait l'élection à l'Assemblée nationale de représentants des "Territoires" lesquels pouvaient à tout moment intervenir auprès du Ministre sur simple plainte de l'un de leurs électeurs.

Tout cela faisait que la période proprement "coloniale" était terminée, et que même pour ceux qui ne le savaient pas encore, on se trouvait dans une période que l'on pourrait qualifier de "pré-décolonisation".

À cela il faut ajouter l'ambiance particulière de la fin de la guerre d'Indochine et du début de la guerre d'Algérie. Mais il ne faut pas oublier non plus l'ambiance française de reconstruction et de volonté de développement de la France comme des pays qu'elle administrait.

Par ailleurs, s'agissant du pays "lobi", le seul ouvrage pouvant aider à le connaître, était le "Labouret"¹: Les tribus du rameau Lobi" qui ne permettait pas de comprendre le pays comme cela serait possible aujourd'hui avec l'ouvrage de mademoiselle PÈRE

*

**

Ces précisions données, il convient de rappeler que le rôle d'un administrateur de brousse entre 1953 et 1957 était, comme cela a toujours été depuis la colonisation de la Gaule par les Romains :

- Maintenir la Paix :
- Pour cela, tenter de faire régner la justice,
- Faire rentrer l'impôt, mais en faisant en sorte que l'impôt soit le plus juste possible
- Recenser pour tenter d'y arriver
- Développer le pays en valorisant ses ressources et en y entretenant ses voies de communication, autrement dit tenter d'améliorer la mise en valeur pour élever le niveau de vie des habitants.
- Aider les nombreux et importants efforts faits dans le domaine de la santé de populations durement touchées par la lèpre, la maladie du sommeil, l'onchocercose, les divers parasites, et bien entendu le paludisme.

Les difficultés particulières à l'action dans le pays "Lobi" appelé ainsi par commodité, alors que cette région comprenait de forts pourcentages de Birifors et de Dagaris, tenaient à :

- l'absence de chefferie traditionnelle
- mais aussi à une "culture" où les rixes, les rapt de femmes et les vols de bœufs tenaient une place importante.

À ces difficultés s'ajoutait l'existence d'un parti politique, le RDA dont les objectifs étaient intéressants, mais dont les représentants locaux l'étaient beaucoup moins.

Malgré les difficultés l'administrateur faisait son travail

1. Maintenir la Paix :

Jusqu'en 1946, le cercle de Gaoua, et particulièrement la subdivision de Batié, est resté sous administration militaire, c'est-à-dire comprenait une garnison de tirailleurs commandée par un "administrateur" qui a souvent été en fait un officier. Cela s'expliquait par la situation de querelles permanentes des "Lobis", mais aussi parce que trop de militaires ne comprenaient que la force et, de ce fait, encourageaient sans le savoir les tendances belliqueuses de leurs administrés.

Quand je suis arrivé à Kampti où le journal de poste était bien tenu et depuis longtemps, on constatait des bagarres constantes faisant un ou plusieurs morts par semaine entre familles ou clans rivaux, pour des affaires de femmes, de bétail volé, de limites de champs, ou simplement d'honneur.

À mon époque, pour maintenir l'ordre, je disposais à Batié de 16 gardes, adjudant compris, tous anciens militaires dont certains avaient fait la campagne d'Italie L'un d'eux pouvant encore exhiber fièrement une permission religieusement gardée avec son motif: "Voir le pape" qui les avaient reçus après la libération de Rome le 5 juin 44.

Jamais, de 1953 à 1957, je n'ai eu à faire usage de la force, mais ce n'était pas évident, et j'en suis passé très près, plusieurs fois.

Ainsi, un jour, je suis prévenu vers 14 heures, alors que les bureaux fermaient de 12h30 à 15h, que des gardes-frontières (auxiliaires des douanes) étaient encerclés par des Lobis à 20 km de Batié.

Trois-quarts d'heure plus tard j'étais sur place avec une demi-douzaine de gardes.

Je trouve alors deux gardes-frontières, dos à dos leur mousqueton à la main, entourés de 25 ou 30 Lobis dirigeant leurs flèches empoisonnées vers eux à 5 ou 6m, avec à leurs pieds un homme blessé.

En fait je constate son décès, suite à une hémorragie de la cuisse provoquée par une profonde entaille, apparemment donnée par une "herminette" Lobi, cet instrument dont ceux-ci ne se séparent jamais, pas plus que de leur arc.

L'annonce de cette mort non encore connue de la foule, entraîna les hurlements des femmes demandant que les guerriers tuent les gardes-frontières pour venger la mort de cet homme.

J'arrive tout de même à obtenir que l'on me raconte ce qui s'était passé.

Il en ressortait que des hommes avaient trouvé la victime baignant dans son sang, et qu'elle avait dit avant de s'évanouir » : les gardes m'ont pris mon arc et mes flèches, ils m'ont tué."

Les gardes, eux, disaient avoir confisqué la bicyclette d'origine anglaise venant de la Gold Coast voisine, et qui n'avait sans doute pas payé la douane. L'intéressé ayant voulu utiliser son arc pour se défendre, ils l'avaient désarmé, et alors le Lobi s'était entaillé la cuisse avec son herminette.

Je parvins à faire admettre aux hommes, mais pas aux femmes, que l'on pouvait comprendre dans ce qu'avait dit la victime: "Les gardes m'ont pris mon arc et mes flèches, je ne suis plus un homme, à cause de cela je me suicide, et ce sont les gardes qui sont la cause de ma mort".

Effectivement c'était plausible, et j'ai donc pu embarquer les gardes, moi-même à l'arrière du véhicule, conservant un mousqueton chargé, balle engagée, vers les Lobis, le doigt sur la deuxième détente, pour le cas où un seul parmi eux, distants de 5m de nous, les flèches sur les arcs bandés, aurait fait partir sa flèche. J'espérais qu'ils hésiteraient à tirer sur le Commandant, et c'est ainsi que nous sommes partis, sans dommage supplémentaire. L'affaire a été close ainsi, ma version des faits ayant été reconnue comme vraisemblable.

2. Faire régner la justice était une autre histoire.

Depuis la Constitution de 1946 et la suppression du rôle des administrateurs comme juges (suppression de l'"indigénat"), des magistrats français devaient juger selon les règles du code pénal français pas très adapté au pays "Lobi"!

Mais le juge était à Gaoua alors qu'il y avait tous les jours ou presque, des palabres à Batié et à Kampti.

Il restait à l'administrateur, quand le chef de canton n'avait pas pu régler le problème, à convoquer les protagonistes d'un conflit pour tenter une conciliation.

Ainsi pour une rixe qui avait opposé deux familles pour la propriété d'un Néré, arbre qui donne des gousses appréciées dans une sauce appelée "soubala" par les Mossis, et qui assaisonne la bouillie de mil.

Le problème, une fois les faits exposés par les deux familles qui revendiquaient l'arbre situé à la limite de deux champs, était de savoir si cet arbre n'avait pas déjà été attribué dans le passé, et à qui.

En interrogeant on a fini par trouver deux vieux qui se sont souvenus qu'environ cinquante années plus tôt l'affaire avait déjà été tranchée, et les deux étaient d'accord sur la famille attributrice.

Mais comment pouvaient-ils s'en souvenir 50 ans plus tard?

C'est la question que j'ai fait poser.

Ils ont alors expliqué qu'à l'époque la méthode utilisée pour que le jugement s'ancre dans leur mémoire, était de donner à quelques jeunes garçons de 8 à 10 ans une correction magistrale dont ils se souviendraient toute leur vie.

C'est ainsi, par une méthode dont j'ai découvert plus tard qu'elle était pratiquée chez les Mérovingiens, que le fond de la palabre put être réglé.

Mais il resta après cela à évaluer les blessures et les injures qu'avait entraînées la rixe, puis à fixer les indemnités compensatrices, en bœufs, chèvres, volailles, et cauris. Cela se fit par marchandages sous mon contrôle, en se fondant sur les règles coutumières.

Une "palabre" de ce genre peut prendre cinq à sept heures, à condition de ne pas l'interrompre, pour ne pas prendre le risque de devoir tout recommencer.

Mais une fois réglée, et les compensations versées, je n'ai jamais, je dis bien jamais, entendu parler de remise en cause du jugement, ce que j'ai toujours admiré.

3. Faire rentrer l'impôt,

Faire rentrer l'impôt n'était pas une sinécure, entre autres pour la simple raison que Lobis, Dagaris et Birifors vivaient en économie de subsistance et de troc, sans truchement de monnaie, si ce n'est sous la forme de ces coquillages appelés "cauris" dont la valeur, du moins à l'époque, était plus constante que celle du franc.

C'est pour cette raison que Gallieni avait créé à Madagascar vers 1903 un impôt de capitation (par tête) repris du système romain et bientôt utilisé partout :

- tant par homme
- tant par femme
- tant par enfant en âge de travailler
- tant par bovin etc...

Gallieni voulait en effet créer un début d'économie moderne avec de la monnaie comme véhicule.

Alors comment pour les "Lobis" avoir de l'argent pour payer l'impôt? Une première solution consistait à vendre des cauris, et il y avait quelques possibilités avec les anciens combattants ou les fonctionnaires.

A l'époque qui nous occupe, les populations du cercle de Gaoua considéraient que, pour "gagner l'impôt", les hommes allaient travailler dix jours (montant de l'impôt) sur les chantiers du "Commandant".

C'est ainsi qu'il fallait si possible avoir des crédits pour des travaux divers, de routes essentiellement, pour que Lobis, Dagaris et Birifors viennent y travailler dix jours par an, afin de pouvoir s'acquitter de leur impôt

A vrai dire cela ne suffisait pas et je n'ai jamais pu savoir exactement d'où venait cet argent, sauf pour une partie importante qui provenait des travailleurs partis en Côte d'Ivoire ou en Gold Coast.

4. L'impôt était dû en fonction des recensements.

Il importait donc² pour que l'impôt rentre plus facilement que ceux-ci soient aussi justes que possible, c'est-à-dire que les imposables soient recensés par un recensement récent et sérieux.

La seule solution consistait à le faire soi-même, ce qui permettait au passage d'être connu, de connaître mieux le pays et de régler l'occasion les palabres qui pouvaient se présenter.

C'est ainsi qu'en 1956, le chef de la subdivision de Batié a recensé personnellement quatre cantons représentant un total de 5.324 personnes entre les mois de mai et de décembre

En 1955, ce sont 7.137 personnes qui avaient été recensées dans les mêmes conditions; la subdivision comptant alors plus de 28.000 habitants recensés.

Ces recensements faits à Batié l'étaient sur fiches de famille avec des fiches récapitulatives de village permettant d'avoir : un fichier dans le bureau de l'administrateur, un autre au bureau de l'Etat civil, et enfin une fiche entre les mains de chaque chef de famille. Cette "carte de famille permettait aux administrés comme à l'administrateur de mieux situer, et plus rapidement chaque famille et les membres de ceux-ci quand le besoin s'en faisait sentir.

Le recensement proprement dit s'opérait de la manière suivante:

le vendredi matin, lendemain du jour du départ de la "postale", un camion qui, une fois par semaine amenait le courrier privé et administratif le jeudi matin pour prendre le courrier qui repartait dans l'après-midi, c'est-à-dire après que l'administrateur ait répondu aux courriers de la semaine précédente émanant du Gouverneur, des divers services, ou des particuliers, le vendredi matin donc, la "cabine avancée" Renault, et plus tard quand la situation s'est améliorée, la Land Rover, partait avec le "Commandant", l'interprète (un ancien adjudant de l'armée française, lui-même Lobi, mais parlant lobi, birifor, dagari, dioula, et bien sûr français), le chauffeur, la "caisse-popote", le lit de camp dit "lit-picot", la table, la machine à écrire, et les recensements précédents à titre de référence.

Le recensement, outre son rôle pour l'impôt, devait donc permettre de mieux connaître la population et de s'en faire connaître, et pour cela il convenait de ne pas se faire "rouler", ni par le chef de village (élu mais non coutumier) qui essayait toujours de tenter de minimiser le nombre d'imposables en favorisant sa famille au sens large, ni par les chefs de famille, pour les mêmes raisons, ni par la notion de "famille" telle que comprise par les intéressés qui n'étaient pas tous coutumiers du droit romain.

Avant le recensement proprement dit, il fallait donc aligner chaque famille pour tenter d'y voir clair, et vérifier que le recensement précédent n'était pas erroné en ce qui concernait les liens de filiation. On aligne ainsi

- le chef de famille avec sa première femme et les enfants non mariés de celle-ci,
- puis la deuxième femme dans les mêmes conditions, puis la troisième éventuellement etc...
- le premier fils marié de la première femme avec sa première femme et les enfants de celle-ci dans l'ordre de naissance - etc..
- après ceux-ci viennent les parents ou alliés vivants dans la même "case», en tentant de déterminer avec exactitude leurs liens avec les uns et les autres, et s'ils sont présents dans la famille de manière permanente ou de passage, et recensés ailleurs, mais où ? Ce qui demande des vérifications.

Inutile de dire que ce "classement" était très long, et que, dans les discussions se mêlait la rouerie pour essayer de tricher, et la franche rigolade, quand il s'avérait que les uns ou les autres avaient fait de trop grandes erreurs (sur la filiation des enfants, la parenté ou l'âge).

À noter que les enfants de tirailleurs absents depuis de nombreuses années ne posaient pas de problèmes, dès lors que le mariage coutumier avait été régulier, et la dot payée, car la femme avait manifestement "démerdé" comme disaient les maris à leur retour.

Le "commandant", lui, jouait sa crédibilité quand il ne connaissait pas ou ne comprenait pas les coutumes, ou quand il se faisait tromper trop facilement.

Le chef de la subdivision de Batié qui a passé 138 jours en tournée en 1956, en est passé 28 exclusivement consacrées aux recensements..

De la comparaison entre les recensements apparaissait :

- Une grande mobilité de la population : 1908 personnes ont ainsi quitté la subdivision depuis 5 ans, contre 39 qui arrivaient.
- cette mobilité est ancienne puisque la subdivision n'existait pas avant 1927 par manque de population
- sur ces 1908 migrants, 781 sont partis vers la Gold Coast, et 1073 vers la subdivision de Bouna, peuplée de Lobis, en Côte d'Ivoire.
- de même apparaissent des éléments démographiques exploités en 1957 par M.Savonnet, géographe, mais qui sortent des limites de ce témoignage.

Notons tout de même 1047 naissances recensées depuis le recensement de 1951 pour quatre cantons recensés en 1956 sur 5.324 personnes vivant dans ces cantons à cette époque.

Notons également 202 décès d'enfants de moins de 5 ans sur 298 décès entre 0 et 20 ans.

Au total, les recensements effectués indiquaient, sur une période de 5 ans, un excédent des naissances sur les décès de 488 personnes..

Ces chiffres, qui n'étaient sans doute pas crédibles à 100%, permettaient tout de même de constater une tendance générale à la mobilité : peu de monde avant 1927, puis augmentation du peuplement suivi d'une érosion par migration lente mais constante vers le sud, et pour une part vers l'est.

5. Parmi les activités administratives requérant le plus grand soin de la part de l'administrateur, il convient d'attirer l'attention sur le recrutement des tirailleurs.

Dans le passé des abus avaient été commis, entraînant de graves rébellions, notamment en 1921. À l'époque qui nous occupe les recrutements avaient un très grand succès, ce qui ne veut pas dire que tous les "inscrits" se présentaient. La commission de recrutement était composée de militaires, officiers et médecins qui choisissaient sous le contrôle de l'administrateur.

La principale difficulté provenait des tricheurs qui voulaient se faire enrôler sans avoir été retenus. On trouvait ainsi 33 hommes habillés en tenues militaires trouvées Dieu sait où, alors que 30 seulement avaient été sélectionnés...et habillés !

L'une des raisons de ce succès, outre le caractère guerrier des "Lobis", était peut-être l'opinion des filles sur les ajournés et les exemptés : " le médecin blanc t'a trouvé insuffisant, avec un défaut qu'on ne te connaissait pas ", disaient-elles.

J'ai vu un garçon lettré qui m'avait demandé à être exempté pour pouvoir se marier, se suicider le soir même avec une flèche empoisonnée enfoncée dans la cuisse, parce que sa fiancée n'en avait plus voulu après son exemption : "Tu as un défaut que tu m'avais caché", lui a-t-elle dit. Et avouer sa demande auprès de moi n'aurait rien arrangé.

6. Améliorer la santé :

Les services de santé disposaient de deux organisations distinctes :

- le service des grandes endémies
- le service de santé ordinaire dit AMI (assistance médicale indigène) et ensuite AMA (assistance médicale africaine).

- Le service des grandes endémies ou " service général d'hygiène mobile et de prophylaxie" était un service autonome fondé, après bien des difficultés, par le médecin militaire Jamot pour des actions en profondeur, mais sur des affections spécifiques, notamment maladie du sommeil et lèpre dont le cercle de Gaoua était malheureusement un foyer des plus importants d'A.O.F. Son centre était à Bobo-Dioulasso.

Au 31 décembre 1956, la subdivision de Batié comptait 1923 lépreux recensés (sur 28.000 habitants), dont 472 nouveaux cas répertoriés.

Ces lépreux toutefois ne faisaient l'objet d'aucune ségrégation, et vivaient, si l'on peut dire, comme tout le monde. La maladie du sommeil (trypanosomiase) était en régression avec 73 cas traités dans l'année, et 71 personnes hospitalisées totalisant 8130 journées d'hospitalisation.

Le pian (maladie cutanée contagieuse) devenait l'objet de soins systématiques avec 646 personnes dépistées et traitées, 527 suspects traités, et 8772 personnes ayant été en contact avec les malades, traités.

Le rôle du chef de subdivision consistait à prévenir les villages de l'arrivée des équipes, à veiller discrètement à ce que toute la population se présente et le cas échéant en saison des pluies, à faire réparer les ponts coupés par les crues pour permettre aux équipes de dépistage et de soins de passer ou de se dégager.

- L'assistance médicale africaine, ne dépendait pas non plus du chef de subdivision, mais les gardes-cercle pouvaient, à la demande de la sage-femme africaine, aider des femmes à venir accoucher à la maternité.

La maternité sera jugée plus humaine lorsque le chef de subdivision aura fait construire à proximité quelques cases traditionnelles pour accueillir les familles, et l'accouchée elle-même, après l'opération, et jusqu'à ce qu'elle soit jugée apte à repartir.

En 1956 il y a eu 2.037 consultantes à la maternité, soit 16.112 consultations, et 188 naissances.

7. LE DEVELOPPEMENT

Ce chapitre sera l'un des plus importants de ce témoignage.

En effet, les années d'après-guerre étaient caractérisées par une obsession de tous ceux auxquels la guerre avait appris quelque chose : il fallait promouvoir le développement économique et social pour rattraper le retard de la France qui était une des causes de la défaite de 1940, et que le déploiement de la puissance et de l'organisation de l'armée américaine en 1944 avait rendu encore plus évident.

Certains à l'époque louchaient aussi vers l'URSS et ses plans quinquennaux avec son dogme de la priorité des projets lourds, ce qui amenait à envisager des projets délirants, dont le plus connu a été le projet « Arachide » en Casamance vers 1950.

En pays Lobi on s'est contenté du projet « Malba ».

Pour l'administrateur de brousse que j'étais, dans un territoire pauvre en ressources naturelles, mais dans une région relativement favorisée par les pluies pour un pays du Sahel, le problème était de mesurer le possible. Je ne dispose pas du « Rapport économique » de l'époque, mais j'ai conservé un « Programme d'action sur les hommes » qui n'a jamais été retenu. Il permet seulement de se rappeler projets et espoirs. Ce programme avait été conçu à l'occasion du passage le 25 avril 1956 à Batié, de monsieur Auclert, et devait lui servir à faire son rapport au Gouverneur général de l'AOF intitulé justement « Programme d'Action rurale »

On aurait pu appeler ce projet « Le rêve d'un administrateur de 30 ans » .

Il s'agissait d'un projet concret expérimental, limité au canton de Tobo, mais qui reprenait un projet plus ambitieux proposé à Dakar par le Gouverneur Roland Pré en 1953 dans le cadre du projet de plan quadriennal, et intitulé « Plan d'action sur les hommes » .

Le gouverneur avait à l'époque bien voulu faire appel à mon « expérience » de l'éducation de base au Mexique. Rappelons-le, le premier Directeur général de l'UNESCO avait été Jaime Torres-Bodet, nommé à ce poste à cause de ce qu'il avait tenté de faire auprès des communes rurales dans ce domaine au Mexique, son pays, expérience que j'avais étudiée sur place.

Et ce projet sur Legmoïn avait en exergue, pour donner le ton, ces propos de Saint Exupéry dans « Citadelle » p 51 :

*« Fais-les bâtir une tour ensemble,
et tu les changeras en frères,
mais si tu veux qu'ils se haïssent,
Donne-leur du grain. »*

L'introduction de ce texte était le suivant :

Au moment où le nouveau plan est en train de s'élaborer avec une volonté bien arrêtée de faire en Afrique un gros effort en faveur des cultivateurs, il serait intéressant de tenter, dans une région encore attardée, un essai d'action rurale totale, dans le but, non seulement d'augmenter et de rationaliser la production et la commercialisation, mais aussi avec la volonté de déclencher un processus d'évolution qui pourrait se poursuivre de lui-même.

De nombreuses tentatives ont été faites jusqu'ici pour transformer les conditions de vie des paysans. Récemment encore, on a beaucoup parlé d' « éducation de base ». Malheureusement beaucoup de ces essais avaient négligé deux facteurs :

- d'une part ils ne bénéficiaient pas ou trop peu, d'une participation effective ou consciente des populations auxquelles ils s'adressaient,
- d'autre part, trop ambitieux, et quelquefois mal étudiés, ils laissaient très sceptique le cultivateur méfiant et routinier par nature et par expérience ici comme ailleurs.

Or on aura beau bâtir des villages, des chemins de fer, construire des usines ou des barrages, irriguer scientifiquement quelques milliers d'hectares, il n'y aura de progrès véritable que le jour où le paysan africain aura bougé.

Mais il ne bougera pas tout seul.

Il faut aller à lui, le remuer, puis le convaincre.

Une expérience visant à amener un canton à évoluer dans son cadre propre, doit donc être tentée.

Il s'agira d'améliorer le niveau de vie tout en créant un climat nouveau, plus conscient, plus raisonné, et plus ouvert à l'évolution.

L'action essentielle sera menée non pas tant sur la nature, que sur les hommes eux-mêmes sans la participation desquels les plus belles réalisations techniques restent stériles.

Disons tout de suite que ce que l'on entend en AOF par éducation de base sera rejeté. En effet, il ne s'agit pas de donner un pseudo-enseignement sans portée pratique. Le problème de l'enseignement ne sera résolu que par l'école, mais celle-ci est tributaire des ressources du pays, et l'on ne peut pas attendre. Il faut donc agir dès maintenant, en particulier sur la partie la plus active et la plus malléable de la population : les jeunes adultes.

Cette action rurale cherchera donc d'une part à désarmer l'hostilité des vieux qui refusent le progrès parce qu'ils le craignent. Elle cherchera en même temps à attirer la jeunesse par des moyens divers pour ensuite l'intéresser aux réalisations nouvelles.

Celles-ci seront trouvées dans un secteur pilote agricole qui concrètement montrera les possibilités pratiques d'une vie rurale améliorée dans la région considérée.

Pour réussir, un certain nombre de conditions seront nécessaires :

- D'abord y croire. Il est inutile d'insister, mais sans cette foi, le reste ne vaut plus.
- Ensuite connaître parfaitement les conditions et le milieu de travail. La première année du projet sera presque entièrement consacrée à cette exigence.
- Avoir un but précis mais réalisable ; celui-ci sera une synthèse entre les projets exposés plus loin, et les résultats des études préalables.
- Avoir une méthode, mais ne pas en être l'esclave,

- Etre constamment sur la brèche et ne pas diriger les opérations de loin,
- Avoir le courage de ne pas vouloir forcer les étapes si la population ne suit pas.
- Enfin il serait inutile de commencer si l'on n'a pas la ferme volonté de maintenir en place au moins trois ans le personnel responsable. » (aujourd'hui en 1993 je dirais 5 à 10 ans)

Le projet concret comprenait :

- culture et éducation générale, dont une formation civique, avec un enseignement par l'image et des projections,
- amélioration de l'agriculture : nouvelles cultures telles que le riz, augmentation des rendements par la pratique de la rotation des cultures, de l'engrais vert et de la culture attelée, création de jardins potagers et de vergers,
- amélioration de l'élevage, par des soins aux animaux, des croisements, des abreuvoirs, et si possible, l'introduction de porcs,
- amélioration de l'habitation : recherche avec l'aide de la population elle-même d'un type de case plus rationnel et plus confortable, mais toujours, dans un premier temps, en matériaux traditionnels
- Essai de transformation de l'habitat par groupement des cases en villages ;
- Introduction de techniques nouvelles, en particulier de la pêche qui peut être pratiquée en toutes saisons dans la Volta, et pas seulement de façon saisonnière dans les mares ;
- action en faveur de l'hygiène en ce qui concerne la case : raccourcissement du temps d'exposition des morts au moment des funérailles, installation de douches simples, de WC tels que ceux de nos grands-parents (au fond du jardin), propagande pour l'eau filtrée, au moins dans un linge propre, creusement de puits,
- introduction d'éléments nouveaux dans l'alimentation : poissons frais, fruits, lait, beurre, œufs ;
- création d'équipes de matrones pour améliorer l'accouchement traditionnel, meilleure propagande en faveur de la prévention et des soins des maladies endémiques, ainsi qu'en faveur du recours au dispensaire
- donner des activités à la jeunesse qui s'ennuie en saison sèche et émigre en partie pour s'affirmer : équipes de football, de volley, de basket, et organisation de compétitions
- essayer de lutter contre l'esprit individualiste excessif en organisant des coopératives de production et de consommation.

Le but final étant de rendre la population apte à gérer ses propres affaires d'une manière moins traditionnelle, à l'échelon du village et du canton pour commencer, ce qui permettrait d'avoir peu à peu de véritables assemblées de villages et de canton, et non pas des cadres vides comme aujourd'hui.

Tout ceci était donc le rêve d'un administrateur de 30 ans venu après la guerre mais qui ignorait l'interdit qui pesait sur ceux qui voulaient suivre la voie des blancs, et que mademoiselle Père a parfaitement fait ressortir dans sa thèse soutenue en 1982

Le poids de la coutume était certes connu, mais pas l'existence d'un interdit pouvant entraîner la mort.

L'administrateur conscient de difficultés, mais ignorant qu'elles étaient encore plus grandes qu'il ne croyait, tentait de se débrouiller avec les moyens du bord, avec quelques succès.

Les moyens du bord consistaient à l'époque en :

- La Société de prévoyance,
- la Taxe de cercle
- le FERDES
- La Société de prévoyance n'était pas bien riche mais elle permettait quand même :
- d'acheter et de distribuer moyennant une participation réelle mais modique, des plans de manguiers, d'orangers, de citronniers
- d'encourager la production de cultures dites " de rente " c'est-à-dire de celles que l'on pouvait vendre pour avoir un peu d'argent.

Ainsi de l'igname, mais surtout du riz. Le riz était à l'époque peu ou pas consommé en pays "Lobi", peut-être parce que les femmes ne savaient pas le préparer, mais ceux qui le produisaient (du riz rouge, semé et non repiqué) pouvaient en tirer un bon prix, car la société de prévoyance leur proposait de le leur acheter à un premier prix à la récolte, de le stocker, et de leur verser un solde après la vente à Bobo-Dioulasso en période de hauts prix, six mois plus tard, à la "soudure" lorsque les grains étaient devenus rares et chers.

- La Taxe de Cercle n'était pas bien riche non plus, mais elle permettait d'obtenir des crédits du FERDES (Fonds d'équipement rural et de développement économique et social) qui fonctionnait si les bénéficiaires participaient pour un tiers, et le Territoire pour un autre tiers.

Les petits projets intéressaient peu le Territoire, c'est donc avec la Taxe de Cercle et la participation effective de la population qu'ont pu être construits un certain nombre de puits, de parcs à vaccination et de marchés couverts.

Pour arriver à une participation effective réelle de la population, il fallait convaincre de l'utilité pour eux-mêmes, utilité directe et immédiate, des actions entreprises.

Or les puits c'était de l'eau toute l'année, propre, et à proximité du village,

Les parcs à vaccination c'étaient la facilité pour vacciner le gros bétail, principale richesse coutumière des familles de la subdivision,

Les marchés couverts, c'était, pour les marchés tous les cinq jours, l'abri de la pluie et du soleil.

Tous les marchés, tous les parcs à vaccination, et tous les puits faits à cette époque l'on été avec une participation effective en travail non rémunéré des villageois concernés.

Une fois le projet retenu, des manœuvres venaient travailler dix jours pour ramasser le sable, récolter les gravillons, et aider les maçons de la subdivision, préparer et couler le béton des buses de puits, des poteaux de parc ou de marchés.

La subdivision de son côté avait dû s'équiper en bétonnière à moteur, "chèvre" pour soulever les buses de puits, moule à buses, citerne à eau.

Le chef de subdivision avait dû se plonger dans les livres commandés en France pour déterminer les dosages de béton, faire faire des mesures en bois pour 50 litres de sable ou de gravillon.

Il avait aussi dû trouver des modèles de charpentes simples et résistantes notamment aux tornades, cependant qu'il fallait prévoir des attaches robustes pour résister aux vents les plus forts.

Il avait enfin fallu compléter la formation des maçons, menuisiers, et autres artisans traditionnellement au service de l'entretien des divers bâtiments de l'administration et de ses personnels.

Mais toutes ces initiatives n'avaient pas toujours du succès chez tout le monde!

Ainsi une citerne de 3.000 l avait été achetée pour être hissée sur le vieux camion T 45 Citroën de la subdivision afin de servir à approvisionner en eau les chantiers.

Des bricolages divers avaient d'ailleurs permis à la subdivision d'avoir jusqu'à trois T 45, mais il s'agissait de rentabiliser tout cela et de le rendre utile.

D'où l'idée en particulier de fournir de l'eau à domicile à tous les fonctionnaires, moyennant un prix modique couvrant le prix de l'essence.

Mais refus de certains fonctionnaires. Motif : "si les femmes ne vont plus chercher l'eau, elles auront du temps libre, et feront des bêtises."

De façon générale, le "progrès" tel qu'il nous paraissait souhaitable, se heurtait à plusieurs difficultés de fond.

- La première est que le progrès agricole n'est pas évident pour les agriculteurs qui, non sans raison, ne remplacent pas du jour au lendemain des techniques peu efficaces certes, mais qui ont fait leurs preuves et permettent depuis toujours de vivre, par des techniques nouvelles bonnes pour les "blancs".

Ainsi de l'"engrais vert" enfouit grâce à des charrues tirées par les bovins locaux, ou la récolte de fourrage pour nourrir les animaux en saison sèche.

Il est certain, car je m'y suis essayé pendant des heures et des jours avec l'aide de mon chauffeur d'origine nigérienne qui avait la pratique ancestrale du bétail, que dresser des taureaux Lobi non castrés pour tirer une charrue, et faire des sillons à peu près droits, n'était pas une mince affaire.

Pourtant il y avait plus de cinquante ans que des charrues étaient dans les écoles communales,... où elles restaient inutilisées.

- La deuxième difficulté répertoriée tenait au système matrilineaire.

Les jeunes adultes me disaient : " Tu as raison de vouloir que l'on plante des manguiers, des orangers, des citronniers, et que l'on cultive la charrue avec des bœufs, que nous aurons dressés, mais si nous faisons cela et que notre père meurt, nous n'hériterons de rien, tout ira au frère de notre mère, nous aurons tout perdu, et travaillé pour rien."

- Une troisième difficulté tenait à une certaine idée du travail et du rôle de la nature.

Ainsi un ancien combattant me fit la remarque suivante au retour d'un voyage en France pour "voir le Président de la République et le 14 juillet ", voyage au cours duquel on lui avait fait visiter des fermes françaises, et leurs méthodes de travail.

"Qu'est-ce qui t'as frappé?" avais-je demandé à cet homme à qui l'armée française avait fait voir de nombreux pays, mais peut-être pas les hommes au travail.

« Ils sont fous ces Français , » me répondit-il.

« Pourquoi? » « Ils donnent à manger à leurs vaches! »

Il ne faut pas oublier enfin que l'on n'avait pas affaire à des populations fixées sur des terres déterminées, mais à des populations qui, lorsque la terre était épuisée, après un temps malgré tout assez long, allaient défricher d'autres terres lorsque les fétiches des "chefs de terre" disaient qu'il fallait le faire.

Le "Fétichisme" n'était donc pas un facteur de progrès :

Chacun sait que la Volta qui borde le pays Lobi à l'est, est une rivière permanente et poissonneuse.

Mais Lobis, Dagaris et Birifors ne pêchaient pas dans cette rivière, laissant cette activité aux Ashantis de Gold Coast.

On a donc entrepris de leur apprendre à pêcher : pirogues, filets, techniques, et ça a marché : les poissons affluaient.

Au bout de six mois, comme les techniques semblaient assimilées,

On a dit à ces nouveaux pêcheurs : " tout le matériel est maintenant à vous, vous pouvez pêcher seuls ".

" Pas question ", ont-ils répondu, " car tous seuls ça ne marchera pas".

"Mais enfin," avons-nous dit, "vous avez bien vu que ça marchait! " " Avec le blanc, oui, mais nous nous n'avons pas les fétiches pour prendre le poisson, ni pour nous protéger du crocodile, ni pour que l'hippopotame ne renverse pas la pirogue ".

L'expérience s'est arrêtée.

Enfin semble-t-il, le système traditionnel s'était organisé de telle manière que personne ne puisse trop ni s'élever, ni s'enrichir.

Quand je suis revenu dans la région en 1967, les Pères blancs de Gaoua m'ont dit que certains qui avaient commencé à s'enrichir par le "progrès" après l'indépendance, étaient morts, empoisonnés semblait-il. Je n'ai pas pu vérifier, mais peut-être s'agissait-il de la mort consécutive à la transgression de l'interdit jeté contre ceux qui "suivaient la voie du blanc".

8. Les élections.

Des élections se sont déroulées au début de l'année 1956, et d'autres en 1957. Elles ont fait l'objet de rapports spécifiques, et comme je ne les possède pas, il n'en sera rien dit.

En revanche, j'ai un souvenir très précis des difficultés rencontrées lors des premières élections au suffrage universel que le pays ait connu, et où les femmes ont voté dès le départ comme les hommes, alors qu'en France il avait fallu que le général De Gaulle donne à celles-ci en 1944 un droit de vote que le Front populaire leur avait refusé en 1936, par crainte de l'influence des curés sur elles ainsi que me l'a rappelé un jour Louise Weiss à laquelle Léon Blum avait offert un poste de Secrétaire d'Etat contre l'abandon de la revendication du vote des femmes.

Ces élections soulevaient sur le plan pratique deux types de difficultés :

1 - Il m'arrive encore aujourd'hui de demander à des Français de métropole:

" Quelle est la première condition pour pouvoir instaurer une démocratie avec des bulletins de vote? "

La réponse tient à mon expérience de Batié : Avoir de doigté nécessaire pour pouvoir prendre une enveloppe, l'ouvrir sans la détériorer, et y glisser un bulletin sans avoir tout froissé ou tout déchiré.

Or ce n'était pas le cas de gens qui touchaient du papier pour la première fois, et alors que le Code électoral entachait de vice susceptible d'entraîner l'annulation de l'élection, le fait de les aider !!!

2 - La seconde difficulté tenait au fait que les femmes étaient persuadées, pour des raisons que je n'ai pas pu débrouiller, que le fait de toucher le rideau de l'isoloir était néfaste, D'où des contorsions extraordinaires pour y entrer et en sortir.

Très franchement, l'administrateur libéral que j'étais se demandait s'il était honnête d'organiser des élections dans de telles conditions, et s'il était honnête d'engager l'avenir sur des résultats obtenus ainsi.

Je passe bien sûr, sur les motivations des gens, et sur le type de propagande politique que pouvaient faire les différents partis politiques : en pays "Lobi", il ne s'agissait pas de promettre le progrès, mais le retour à "avant", thème promis par les Dioulas RDA que la conquête française avait empêchés de conquérir le pays.

A partir de là, l'indépendance, ou au moins une très large autonomie donnant aux élus de vraies responsabilités, me paraissait la seule issue.

9. Le Centre culturel.

En 1957, des instructions venues de Dakar ont demandé que des "centres culturels" soient créés, afin de permettre aux élites locales de se retrouver.

A vrai dire l'idée n'était pas nouvelle, et dès 1952 existait à Ouagadougou un centre culturel informel créé par de jeunes administrateurs et leurs amis : Audibert, Garreau, Davy, Ronce, l'ethnologue Guy Le Moal, de jeunes médecins militaires etc...

On y discutait avec des élus locaux, des responsables africains futurs ministres, tels que Conombo, Joseph Ouédraogo, Christophe Kalenzaga, futur sénateur et d'autres.

J'ai encore le plan et les idées d'un exposé que j'y avais fait sur " Education de base, l'expérience mexicaine.".

Je me souviens aussi de Christophe Kalenzaga développant l'idée que si l'Eglise catholique ne trouvait pas des accommodements avec la polygamie, l'Afrique passerait à l'Islam. Chez les Lobis j'ai découvert par les Pères blancs que bien des femmes refusaient d'épouser un catéchiste qui n'avait qu'une seule femme pour « ne pas être seule à tout faire. »

À Batié comme ailleurs le Centre culturel devait donc essentiellement permettre aux fonctionnaires d'avoir un lieu de rencontre convivial comme on dirait aujourd'hui.

Un logement fut transformé, un groupe électrogène installé, un réfrigérateur mis en place avec des tables et des chaises. Pour ma part je fis don d'une centaine de livres et de quelques microsillons, mais le groupe électrogène ne donnait pas une électricité régulière, d'où des couacs qui n'empêchaient pas de danser.

À Gaoua, où le centre avait été créé quelques mois plus tôt, les enfants de l'école ayant eu à faire (à ma demande) une rédaction sur cette institution, plusieurs élèves qui avaient sans doute mal compris, ont fait leur composition française sous le titre " Le bistrot culturel ".

10. Histoire inexplicée :

Avant de passer à des considérations plus générales et de conclure, je voudrais raconter une dernière histoire que je n'ai pas pu élucider.

C'était à Kampti en 1957, on est venu me prévenir qu'un homme avait été blessé par arme à feu.. Je me suis rendu au dispensaire tenu par les sœurs pour en savoir plus.

Là, j'ai trouvé deux hommes dont l'un me dit «: J'étais à la chasse et j'ai vu une biche. J'ai tiré et elle est tombée. Quand j'ai voulu la ramasser, c'est l'homme qui est là que j'ai trouvé. »

Quant au blessé il me confirma : " J'étais une biche, et quand cet homme m'a blessé, je suis redevenu un homme. »

L'urgent était de soigner cet homme dont les jours ne paraissaient pas en danger, et je me réservais d'en savoir plus par la suite.

Mais les sœurs m'ont appris le lendemain la mort du blessé qui avait sans doute été empoisonné, car le corps était devenu violet, et la peau s'en allait par endroits.

L'empoisonnement étant une méthode pour se débarrasser des sorciers ou réputés tels, je n'ai rien pu savoir de plus sur cette affaire.

*
* *

Pour terminer ce témoignage d'un administrateur à la fin de la période dite "coloniale" je pense que le mieux est de reprendre, sans en changer un mot, quelques propos exprimés dans le rapport politique de 1956 de Batié :

Ce rapport commençait ainsi :

" L'année 1956 a été un peu moins calme que l'année précédente (rixes, vols, meurtres etc...), mais également plus féconde : travaux divers, recensements, plan de développement économique.

Depuis quelques années seulement, le pays "Lobi" commence à entrevoir qu'un autre que le sien existe, mais il en est encore très loin.

Dernièrement un fonctionnaire en poste à Batié en 1944 y est revenu pour la première fois depuis, et il a fait la réflexion suivante: « J'ai fait cent mètres dans un village, et je l'ai trouvé comme il y a dix ans. » ((Aujourd'hui je pense que dix ans c'est peu pour évoluer.)

Dans ces conditions il est difficile de juger d'une évolution, car elle est à peine amorcée. Aussi n'avons-nous que les inconvénients d'une politique plus libérale, avec l'espoir entretenu par pure démagogie par certain parti en quête de voix, d'un retour pur et simple en arrière, ce qui n'est ni possible, ni souhaitable.

Pourtant, ce qui était jugé impossible il y a cinq ans est maintenant possible : des manœuvres travaillent en permanence, volontairement et gratuitement, à la confection de buses pour des puits FERDES. Des villages se sont engagés à travailler librement et sans salaire pour des puits, des parcs à vaccination, des routes nouvelles de désenclavement.

C'est l'aboutissement d'un travail de persuasion patient, sans succès spectaculaire, et semé de nombreux échecs.

Ce travail ne sera solide que lorsque le pays se sera fixé, et aura des produits à vendre pour pouvoir acheter. Ces problèmes, souvent évoqués, n'ont pas encore de solution.

En attendant on vivote, et la grosse majorité de la population reste incompréhensive, frondeuse et bornée, ne voyant pas du tout ce que nous pouvons lui apporter: elle s'oppose et migre."

Dans le corps du rapport le chapitre concernant le "commandement" était le suivant :

" Les remarques faites l'an dernier restent pleinement valables. Il est donc inutile de les répéter. A mon avis, afin que les décisions prises localement aient une base populaire, et ne soient pas seulement "le fait du prince" il serait nécessaire d'adjoindre à chaque chef de canton un conseil, composé en parties égales des chefs de village (dont la désignation ici est déjà parfaitement démocratique), et d'un représentant élu par village.

Ces conseils auraient à connaître à l'échelon subdivision de toutes les questions les intéressantes (impôts - travaux - réformes des coutumes etc. ...) à la place des actuels Conseils des Notables dépassés.

En effet j'estime que devant la montée croissante des revendications et des critiques trop souvent négatives, il importe de mettre de plus en plus les gens en face de leurs responsabilités. Notre rôle n'en sera pas moins important, mais il sera beaucoup moins facilement celui de bouc émissaire.

Travailler dans l'incompréhension, pour ne pas dire la suspicion entretenue par ceux qui devraient être nos défenseurs, devient de plus en plus intolérable, et les plus calmes finiront par y perdre le contrôle de leurs nerfs. Le signe le plus net de notre impuissance actuelle est la difficulté chaque année plus grande à ramasser l'impôt. Au 31 décembre 8 % de l'impôt de la subdivision n'était pas encore rentré. Il y a là un manque de sens civique inacceptable de la part de gens appelés à gérer de plus en plus leurs propres affaires, et à qui l'on a fait don du suffrage universel.

Il est trop facile d'accuser de négligence les chefs de circonscription à une époque où on leur refuse les moyens d'action.

A autres temps autres mœurs, l'impôt n'est ni à nous ni pour nous, qu'il soit donc ramassé par ceux qui en sont responsables.

Il nous suffira de gérer les fonds mis à notre disposition et nous serons libérés de la surenchère des partis au sujet de l'impôt, qui, dans la subdivision de Batié particulièrement, est un important facteur de désordres (affaires du 11 janvier 1956, rapports 4 et 7/C) "

Le même rapport exposait (p.23) les rapports avec les partis politiques, et particulièrement le RDA. :

" L'exposé fait l'an dernier reste valable.

En 1956, l'année a commencé avec des élections qui ont été défavorables au RDA, d'où un ressentiment qui a rapidement pris une tournure aiguë (affaire du 11 janvier déjà citée, et qui a été jusqu'au ministre parce qu'« À Batié on faisait tuer à coups de crosse de fusil les militants du RDA. ») Puis tout s'est calmé, et les représentants du RDA ont été parfaitement corrects tout le reste de l'année.

Une seule ombre: Dilaté Kambou, délégué RDA pour le village de Nyoyo (canton de Pandio) a tué un homme au cours d'une rixe le 23 février. Son parti soutient qu'il est victime d'une machination, mais il nargue toujours la justice en refusant de se présenter à l'instruction, ce qui n'atténue pas son cas.

Les difficultés avec le RDA de Batié, car il y a des difficultés, essentiellement à propos de l'impôt entre les délégués de village et les chefs de canton, proviennent de ce qu'il est le parti le mieux organisé et le plus actif, tout en restant minoritaire pour le moment. C'est donc un parti d'opposition qui fait flèche de tout bois pour s'imposer.

Le chef de subdivision est plus ou moins ouvertement accusé de différents méfaits à son égard, et l'impôt rentre mal et lentement dans les cantons Lobis acquis au RDA.

Preuve a contrario : à Kampti, subdivision entièrement lobie et presque entièrement RDA, il n'y a à peu près pas de difficultés avec l'impôt, avec le même chef de subdivision.

Les prochaines élections clarifieront peut-être la situation, mais je pense que cette fois encore le RDA sera battu Batié.

Par contre, aux élections suivantes, Batié, toujours en retard, doit être emporté par le grand mouvement de ralliement qu'une habile manœuvre aux niveaux intermédiaires pourrait réaliser dès cette fois-ci. Jusqu'ici aucune manœuvre politique importante en vue des élections de 1957, ne s'est encore dessinée localement."

Notons également l'opinion exprimée sur " l'état d'esprit des fonctionnaires " :

" Ce qu'on appelle bon.

Se caractérise par un manque total de formation permettant un jugement valable, et un complexe de frustration qui les fait se sentir facilement victimes "du rude travail que nous leur imposons"

L'indépendance proche que je souhaite la plus large possible, sera suivie d'amères désillusions qui seront le commencement de la sagesse."

*
**

La conclusion de ce témoignage sera la conclusion du rapport de 1956.

" Au terme de l'année 1956 un bilan s'impose. Il comporte un envers et un endroit :

L'envers :

- La subdivision se dépeuple lentement mais sûrement par migration.

- Le commandement devient chaque jour plus difficile, à la fois par suite des difficultés habituelles propres au pays (anarchie coutumière, absence de chefferie, esprit frondeur et individualiste des populations lobies et birifors) et par suite de l'évolution politique générale qui rend les autorités politiques supérieures, tiraillées entre les partis, de plus en plus hésitantes.

Il faut donc se débrouiller plus ou moins seul et mesurer les risques que l'on accepte de courir, à moins de ne rien faire.

- La justice est bafouée trop souvent pour éviter le pire, c'est-à-dire le conflit armé avec des malfaiteurs colorés politiquement et qui pourtant ne sont que des voleurs ou des meurtriers.

Le peu de forces dont nous disposons commande la prudence pour conserver un minimum de "face" et éviter le maximum d'histoires non absolument indispensables au maintien de l'ordre.

- L'impôt rentre mal et lentement, ce qui sur le plan strictement local retarde en particulier l'exécution des programmes de travaux à exécuter sur la Taxe de cercle, et oblige le chef de subdivision une action fiscale déplaisante pour lui et pour les imposables.

L'endroit :

- De retour d'un voyage dans la subdivision voisine de Bouna en Côte-d'Ivoire, c'est-à-dire de retour de la patrie du RDA, le secrétaire local du RDA de Batié est venu me dire : " J'ai vu Bouna et vraiment ici à Batié, on a bien

travaillé." Depuis ce moment l'atmosphère faite d'une suspicion de principe vis-à-vis de l'administration s'est détendue.

- Des travaux faits dans l'indifférence au début, ont ensuite été demandés par d'autres villages. Ainsi Kosso, Mal, Guilakora ont demandé un marché comme Midebdo.

- Les puits faits sur FERDES en 1956 avec une participation faible de la population, et combien de palabres, sont demandés sans trop de mal pour 1957, et, depuis le début de décembre des manœuvres travaillent gratuitement à Batié pour faire des buses, ce qui ne s'était jamais vu en ce qui concerne les Lobis.

- Le taux de fécondité est important, d'où une population jeune.

Que conclure?

Il semble que le maximum ait été fait avec les moyens existants, mais que ceux-ci sont périmés et inadaptés à un progrès plus grand.

L'avenir tant dans le progrès économique et social (puisque les cadres et les formes du progrès politique sont en train de se réaliser), nous sommes arrivés à un point où, sous peine de piétiner et sous peine de désillusions violentes, il faut en arriver par où l'on aurait dû commencer: c'est-à-dire éduquer.

Il n'est plus possible de travailler malgré la population, même pour son bien. Or, gérant ses propres affaires elle risque fort de se tromper sur son intérêt véritable.

Il faut maintenant s'attaquer à la mentalité, aux coutumes et aux routines africaines, dans un esprit, et avec des méthodes autres que celles de l'école primaire que certains font miroiter mais qui risquent de n'être qu'un leurre. C'est l'homme qu'il faut changer, le reste n'est qu'agitation et démagogie coûteuse.

Ici, le premier problème est de fixer l'habitant, et pour cela lui apprendre à cultiver plus rationnellement et plus efficacement, compte tenu du sol et du climat.

En même temps il faudrait par une éducation appropriée et discrète, faire échec au fétichisme, cause de nomadisme parce que le fétiche dit que l'endroit est mauvais.

Changer l'homme donc, mais il faut craindre qu'on ne s'en soucie pas, car ce n'est pas spectaculaire, et qu'il est plus facile de faire des chemins de fer, des ponts ou des barrages dont on ne sait pas à quoi ils serviront."

Batié le 31 janvier 1957

**M. DOLMAIRE
Administrateur de la FOM."**

Il appartiendra à chacun d'apprécier comme il l'entendra fin 1993 ce témoignage sur une époque vécue, mais révolue, et peut-être difficile à comprendre aujourd'hui pour ceux qui veulent l'imaginer sans l'avoir connue. Au moins ces derniers accepteront-ils de croire que ce qui précède ne cherche ni à idéaliser, ni à noircir, et encore moins à se justifier.

Je pense sincèrement qu'il n'y a pas à rougir de ce qui a été fait, même si tout n'a pas été parfait.

Témoignage rédigé pour un colloque Haute Volta au Sénat, en Octobre 1993

Autorisation de publication sur le Site des Clionautes - 08/01/2006

Les questions dans le cadre du Colloque Haute-Volta Octobre 93

Anne P: Ne vous est-il pas arrivé de douter de votre mission et d'avoir des états d'âme ?

Marcel Dolmaire: L'état d'âme n'était pas une expression à la mode à cette époque où il fallait après la guerre reconstruire la France en faisant mieux qu'avant guerre, et alors que nous pensions de notre devoir de permettre à l'Afrique d'entrer dans l'ère du progrès économique et social.

Cela ne voulait pas dire que je ne me posais pas de questions.

D'abord bien sûr des questions sur l'opportunité des grands travaux inventés à Paris ou à Dakar dans la méconnaissance trop souvent des réalités locales, des particularismes, des climats, des sols, des cultures et des mentalités.

Plus profondément je me posais des questions sur la destruction à terme de cultures respectables et que je respectais, mais qui étaient incompatibles avec ce progrès qui visait essentiellement à plus de liberté des personnes dans un système plus humain que les coutumes ancestrales, et à une élévation du niveau de vie par un travail plus efficace et une meilleure santé.

Ayant vécu un an en 1950/51 chez les Indiens Huastèques des premiers contreforts de la Sierra Madre orientale du Mexique avec le professeur Stresser-Péan, je ressentais intensément ce problème; mais ayant également étudié sur le terrain en 1954 à sa demande les tentatives de l'Institut d'anthropologie et d'histoire de Mexico pour aider entre autres les Indiens du Chiapas à évoluer dans leur cadre traditionnel, j'avais dû constater qu'il s'agissait de deux démarches incompatibles, entre lesquelles il fallait choisir.

L'attitude de recherche d'un compromis des jeunes Lobis d'aujourd'hui face à une coutume par nature hostile à l'évolution et qui les faisait s'engager à ne jamais écouter la voix du blanc sous peine de mort, telle que décrite par mademoiselle Père dans sa thèse récente de doctorat d'Etat, oblige à admettre que le problème est toujours d'actualité.